

Alerte ((•)) Professionnelle

Politique de confidentialité de la plateforme

Introduction

CCF Holding et l'ensemble de ses filiales – Groupe CCF (ci-après, « nous », « notre » ou « nos ») veille à assurer le respect de votre vie privée et la protection de vos données personnelles.

La présente Politique de protection des données personnelles (ci-après la « Politique ») a pour objectif de vous présenter de manière claire et transparente le dispositif de protection des données personnelles mis en place dans le cadre de la gestion des alertes professionnelles.

Les « données personnelles » désignent toute information pouvant vous identifier, de manière directe comme indirecte (exemples : nom, prénom, photographie, adresse IP).

CCF Holding s'engage à se conformer aux lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, et notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « RGPD ») et la loi n°78/17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et libertés ».

Table des matières

Politique de confidentialité de la plateforme 1

Introduction..... 1

1. Qui est le Responsable de traitement ?..... 3

2. Quelles sont les données personnelles que nous collectons et traitons dans le cadre du dispositif ?..... 3

3. Avec qui sommes-nous susceptibles de partager vos données personnelles ? 4

4. Pour quels objectifs vos données sont-elles traitées ?..... 4

5. Comment protégeons-nous vos données personnelles ? 4

6. Combien de temps conservons-nous vos données personnelles ? 4

7. Vos données sont-elles transférées en dehors de l’Union européenne (UE) ?..... 5

8. Quels sont les droits dont vous disposez ? 5

9. Comment contacter le Délégué à la Protection des données ?..... 6

10. Mise à jour de la Politique 6

1. Qui est le Responsable de traitement ?

Le responsable de traitement est l'entité qui détermine les raisons et la manière dont les données des candidats sont traitées.

CCF Holding est le responsable de traitement des données personnelles qu'elle collecte dans le cadre de la mise en place et de la gestion du dispositif d'alertes professionnelles.

2. Quelles sont les données personnelles que nous collectons et traitons dans le cadre du dispositif ?

L'utilisation du dispositif d'alertes professionnelles nécessite le traitement de différentes catégories d'informations y compris des données personnelles.

- **Lorsque vous remontez des informations concernant une alerte :**

Nous collectons et traitons des données vous concernant lors de la saisine de votre alerte sur la plateforme, mais également au fur et à mesure de l'instruction des événements objets de l'alerte remontée.

Il s'agit notamment des informations suivantes :

- Nom et prénom
- Pays
- Fonction
- Département
- Adresse professionnelle
- Adresse personnelle
- Numéro de téléphone de contact
- Informations relatives à l'alerte, telles que les faits signalés, les personnes impliquées et les documents associés.

La collecte de certaines données étant facultative, les données dont le renseignement est obligatoire sont marquées d'un astérisque dans la plateforme de signalement.

- **Lorsque vous êtes signalé comme étant le responsable des comportements objets de l'alerte :** nous collectons des informations vous concernant lorsque vous êtes signalé comme responsable des faits portant sur les alertes. Cette collecte est réalisée principalement afin de nous conformer à nos obligations réglementaires.

Suivant les faits remontés et le thème de l'alerte, des données sensibles vous concernant peuvent être traitées. Les données sensibles sont notamment des informations relatives à votre santé, votre origine ethnique, vos convictions religieuses ou politiques (article 9 du RGPD), ou des informations relatives aux condamnations pénales et aux infractions (article 10 du RGPD).

Cela est notamment le cas lorsque la déclaration concerne un cas de discrimination, d'atteinte aux droits humains et des libertés fondamentales.

3. Avec qui sommes-nous susceptibles de partager vos données personnelles ?

Les informations collectées sont strictement confidentielles et ne seront jamais divulguées sans le consentement de l'utilisateur, sauf dans les cas où cela est exigé par la loi.

Lorsque cela se justifie au regard de l'alerte remontée, sont destinataires de vos données :

- **Avec les entités du Groupe**

Nous sommes susceptibles de transférer vos données à d'autres entités afin d'assurer le bon traitement de l'alerte remontée.

- **Avec les autorités administratives et judiciaires :**

Si l'alerte engendre d'éventuelles poursuites judiciaires ou pénales, nous serons légalement obligés de transférer vos données aux autorités compétentes pour traitement.

4. Pour quels objectifs vos données sont-elles traitées ?

Les informations collectées auprès des utilisateurs de la plateforme de lanceurs d'alertes professionnelles sont utilisées pour les finalités suivantes :

- Traiter les alertes signalées via la plateforme ;
- Permettre la communication entre notre entreprise et l'utilisateur, si nécessaire ;
- Répondre à nos obligations légales ;
- Protéger les informations collectées.

5. Comment protégeons-nous vos données personnelles ?

Nous déployons des mesures de sécurité techniques et organisationnelles pour protéger les informations collectées auprès des utilisateurs contre la perte, la destruction, la divulgation ou l'accès non autorisé.

Nous ne communiquons pas les informations collectées à des tiers, sauf si cela est exigé par la loi.

6. Combien de temps conservons-nous vos données personnelles ?

La durée de conservation de vos données personnelles varie en fonction de la suite donnée à l'alerte remontée.

Qualification de l'alerte		Durée de conservation
Alerte qui ne rentre pas dans le champ du dispositif		Suppression sans délai des données
Alerte qui entre dans le champ du dispositif	Ne débouche sur aucune suite	Suppression des données dans les deux mois suivant la clôture de l'instruction
	Engagement d'une action (contentieuse ou disciplinaire)	Conservation des données jusqu'au terme de la procédure et jusqu'à épuisement des voies de recours ou jusqu'à épuisement de la prescription des recours à l'encontre de la décision.

7. Vos données sont-elles transférées en dehors de l'Union européenne (UE) ?

Aucun transfert en dehors de l'Union européenne n'est effectué dans le cadre du dispositif, l'ensemble des données sont traitées et stockées en France.

8. Quels sont les droits dont vous disposez ?

Le contrôle de vos données personnelles vous appartient. Ainsi, en tant que personne concernée par les traitements, vous avez la possibilité de nous contacter afin d'exercer vos droits.

Vous disposez ainsi des droits suivants sur vos données personnelles :

- **Droit à l'information** : vous avez le droit de nous interroger sur la manière dont nous traitons vos données personnelles.
- **Droit d'accès** : vous avez le droit de nous demander confirmation que vos données personnelles sont bien traitées par nos services. Le cas échéant, sur demande de votre part, nous vous adresserons une copie de vos données personnelles qui font l'objet d'un traitement.
- **Droit à la rectification** : vous avez le droit d'obtenir que des données personnelles que nous traitons et qui sont inexacts soient rectifiées ou complétées.
- **Droit à l'effacement** : vous avez le droit d'obtenir l'effacement de vos données personnelles dans les meilleurs délais, notamment lorsqu'elles ne sont plus nécessaires à la réalisation des finalités pour lesquelles elles ont été collectées.
- **Droit à la limitation** : vous avez le droit d'obtenir la limitation, c'est-à-dire le gel du traitement de vos données personnelles, notamment lorsqu'elles sont nécessaires à la constatation, l'exercice ou la défense de vos droits en justice.
- **Droit d'opposition** : vous avez le droit de vous opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, au traitement de vos données personnelles. Seuls peuvent faire obstacle à ce droit des motifs légitimes et impérieux de l'employeur ou la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.
- **Droit à la portabilité** : vous avez le droit de recevoir les données personnelles que vous avez fournies, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine.
- **Droit de s'opposer aux décisions automatisées** : vous avez le droit de vous opposer à des décisions basées uniquement sur un traitement automatisé pouvant inclure une activité de profilage ou toute autre décision qui pourraient vous affecter sur le plan légal ou de manière significative.
- **Droit de fournir des directives quant au sort de vos données après votre décès** : vous pouvez définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

• Comment exercer vos droits ? :

Si vous souhaitez exercer un droit, ou en cas de désaccord ou de réclamation au sujet du traitement de vos données personnelles, vous pouvez adresser une demande au Délégué à la Protection des Données par les moyens suivants :

- Courrier postal : A l'attention de CCF Holding – Délégué à la protection des Données – 103 Rue de Grenelle, 75007 Paris – Courrier électronique : DPO-Groupe@MyMoneyGroup.com

En cas de doute, nous sommes susceptibles de vous demander des éléments complémentaires nous permettant de vérifier votre identité.

- **Comment déposer une plainte auprès de la CNIL ?**

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL à l'adresse suivante : Commission nationale de l'informatique et des libertés - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris CEDEX 07.

9. Comment contacter le Délégué à la Protection des données ?

Si vous souhaitez en savoir plus sur les dispositions de cette politique ou contacter notre Délégué à la Protection des Données, vous pouvez nous écrire aux adresses suivantes :

- Courrier postal : A l'attention de CCF Holding – Délégué à la protection des Données – 103 Rue de Grenelle, 75007 Paris
- Courrier électronique : DPO-Groupe@MyMoneyGroup.com

10. Mise à jour de la Politique

Nous pouvons modifier ce document afin de le mettre à jour, de tenir compte des évolutions légales et réglementaires ou de vous apporter une information nouvelle sur les traitements de vos données que nous mettons en œuvre.

La dernière mise à jour date du 15 Janvier 2024.